

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, December 3, 1985

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry met this day at 11 a.m., to examine all aspects of the marketing of fish in Canada, and all implications thereof.

Senator Jack Marshall (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I call the meeting to order.

You are all aware of the reference under which we are working: The examination of all aspects of the marketing of fish in Canada, and all implications thereof.

We are very honoured and privileged to have with us today the Honourable James A. McGrath, a former Minister of Fisheries. Mr. McGrath needs little introduction. He is experienced in the Senate, since he was here in the early 1960s. He therefore knows what goes on in the Senate and how valuable the Senate is to the Parliament of Canada.

Mr. McGrath was Minister of Fisheries in 1979-80 with the Clark government and I must say that I had the privilege at that time of being one of the few senators invited to attend all of his briefings, which kept me in the picture as to what was going on, even though I was not in the House of Commons.

Senators are aware of Mr. McGrath's involvement in almost every phase of the political arena in Canada, and also with the reputation he has earned as a result of his accomplishments. Without trying to embarrass Mr. McGrath, he is coming to be known as the best minister that the Mulroney government never had. Mr. McGrath, the floor is yours.

The Honourable James A. McGrath, P.C., M.P.: Thank you very much, Mr. Chairman, for your very generous introduction. I want to tell you that, several months ago when you invited me to appear before this committee, it seemed like a good idea. One of the principal objectives of this committee, I would imagine, would be to bring together the different and differing opinions on how to approach the question of marketing Canadian fish. It certainly is a critically important subject. I have not prepared a brief because I always feel that it is a little bit presumptuous on the part of Members of Parliament who appear before parliamentary committees to come with prepared briefs. I rather feel as if I am appearing as one of you and, consequently, I look forward to perhaps more of a dialogue on the subject than a formal presentation.

However, there are a few points I would like to make at the outset which, hopefully, will put the discussion in some perspective. Perhaps I could begin by referring to the most recent major fisheries policy change in Canada, which had to do with the licencing of three factory freezer trawlers, a subject that was surrounded by considerable controversy. However, what seemed to be lost sight of in that controversy was the fact that currently—and I can only quote round figures because I have no precise figures; however, I think these figures are relatively

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 3 décembre 1985

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture, des pêches et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 heures pour étudier la commercialisation du poisson au Canada dans tous ses aspects et répercussions.

Le sénateur Jack Marshall (président) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, à l'ordre s'il vous plaît.

Vous connaissez tous notre ordre de renvoi: l'examen de la commercialisation du poisson au Canada dans tous ses aspects et répercussions.

Nous avons le grand honneur et le grand privilège d'accueillir aujourd'hui l'honorable James A. McGrath, ancien ministre des Pêches. M. McGrath n'a pas besoin d'être présenté. Il connaît bien le Sénat, puisqu'il y a siégé au début des années 60. Il sait par conséquent ce qui s'y passe et la valeur de cette institution pour le Parlement du Canada.

M. McGrath a été ministre des Pêches dans le gouvernement Clark en 1979-1980, et je dois dire que j'ai eu le privilège à cette époque d'être un des rares sénateurs invités à participer à toutes les séances d'information qu'il nous a données, grâce auxquelles j'ai toujours su ce qui se passait à la Chambre des communes même si je n'y siégeais pas.

Les sénateurs connaissent bien l'engagement de M. McGrath dans presque tous les aspects de la vie politique au Canada, et la réputation qu'il s'est méritée à la suite de ses réalisations. Sans vouloir l'embarrasser, il est sur le point d'être reconnu comme le meilleur ministre que le gouvernement Mulroney ait jamais eu. Monsieur McGrath, je vous passe la parole.

L'honorable James A. McGrath, C.P., député: Merci beaucoup, monsieur le président, de votre généreuse présentation. Je tiens à vous dire que lorsque vous m'avez invité à comparaître devant votre comité, il y a plusieurs mois, j'ai trouvé l'idée bonne. En effet, j'imagine qu'un des principaux objectifs du comité est de mettre en commun les opinions différentes—et divergentes—sur la façon d'aborder la question de la commercialisation du poisson canadien, question assurément importante entre toutes. Je n'ai pas préparé de mémoire parce que je considère toujours que c'est un peu prétentieux de la part d'un parlementaire de comparaître devant un comité armé d'un mémoire. J'estime plutôt que je comparais en tant qu'un de vos collègues et, par voie de conséquence, je m'attends peut-être plus à établir un dialogue sur cette question qu'à présenter un exposé officiel.

Toutefois, j'aimerais d'abord apporter quelques précisions qui, je l'espère, donneront une certaine perspective à notre discussion. Je pourrais peut-être commencer en faisant état du dernier changement de politique en matière de pêche au Canada, qui concernait l'octroi d'une licence relativement à trois chalutiers-usines congélateurs, et qui a été à l'origine d'une grande controverse. Toutefois, il semble que dans ce débat, on ait perdu de vue le fait qu'actuellement—je ne peux citer que des chiffres approximatifs parce que je n'ai pas les